
Postface : chronologie de l'actualité de l'Afrique des années 90¹

C. Wondji

Les débuts de la décennie 90 ont été marqués par des bouleversements politiques, dont la chute du mur de Berlin, celle des régimes communistes des pays d'Europe de l'Est et la guerre du Golfe demeurent les faits les plus marquants. L'effondrement de la puissance communiste a laissé le capitalisme sans rival et ouvert une voie royale à la démocratie libérale et à l'économie de marché, qui délimitent aujourd'hui le cadre d'évolution des sociétés. Celle-ci s'inscrit désormais dans un système de relations globales, rendu possible par la révolution des technologies de la communication : aucune culture, aucune nation, aucun continent n'échappe désormais à cette mondialisation des échanges entre les hommes.

Partie intégrante de ce système mondial, l'Afrique est affectée par ces changements. L'Afrique des années 90 peut se définir en termes de crise économique et politique, de tensions et guerres, d'« afropessimisme » mais aussi de démocratisation et de droits de l'homme. Sans succomber au mythe d'une Afrique damnée, gangrenée par des maladies mystérieuses, ruinée par des tyrans corrompus et des luttes tribales sanguinaires, force nous est de

1. Cette postface a pu être rédigée grâce aux recherches et aux contributions de M^{me} J. M. Kambou (historienne, docteur de troisième cycle) et de M^{me} S. Serbin (historienne et journaliste); elle a été établie essentiellement à partir des données fournies par les revues *Afrique contemporaine* et *Monde arabe; Maghreb, Machrek*, revues trimestrielles publiées aux Éditions Karthala, Paris. Tous les numéros qui couvrent la période allant de 1989 à 1997 ont été dépouillés. Nous avons également consulté les numéros de *Marchés tropicaux et méditerranéens*, l'hebdomadaire de l'Afrique et de l'océan Indien, CIRAD-CA, Montpellier, des années 1994 à 1997.

constater que l'Afrique ne fait plus recette. Eu égard aux analyses exposées dans ce volume, se trouve posée la question des nouvelles priorités auxquelles le continent est confronté, face aux crises sociopolitiques et économiques de la décennie 90. Nous aborderons brièvement cette question, laissant le soin à la chronologie des principaux faits d'éclairer une vie politique, économique et sociale africaine qui, loin d'être totalement frappée de morbidité, recèle des innovations prometteuses.

Depuis trente ans, souligne une étude de la Banque mondiale de 1989, la pauvreté persiste dans les pays africains qui avaient tant espéré une amélioration du bien-être des habitants après l'indépendance. Dans les années 70, l'augmentation du prix des matières premières et l'afflux des pétro-dollars avaient permis aux dirigeants du tiers monde, et de l'Afrique en particulier, de financer des programmes de développement ayant eu peu d'impact sur le niveau général des populations. Mais après les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, qui ont ébranlé l'économie mondiale, la récession industrielle a entraîné une baisse des cours des matières premières. Les années 80 ont de ce fait été marquées par un déclin général, dont le continent africain a été la principale victime du fait de la persistance des faiblesses structurelles de vie de son économie, l'Afrique du Sud ayant été l'exception.

Dans la décennie 90, les performances économiques du continent africain se révèlent encore décevantes, le PIB restant en deçà du niveau de 1980. La pauvreté, qui s'y apparente à une endémie, est liée en partie à la croissance démographique, estimée à 2,8% en 1996, taux supérieur à la croissance de la production agricole (2,2% par an). En Afrique, 60% de la population vit dans un total dénuement et des 48 PMA (pays les moins avancés) catalogués dans le monde, 33 sont africains. L'Afrique ne bénéficie que de 5% du flux total des investissements directs étrangers (soit 110 milliards de dollars des États-Unis en 1996) qui, sur le continent, se concentrent sur l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc et le Nigéria, et la chute de l'aide publique au développement y est alarmante.

Les pays du Nord se recentrent et l'Occident mobilise ses capitaux en vue de la consolidation de l'Europe. Ces capitaux sont désormais dirigés vers les anciens pays communistes de l'Europe centrale et orientale, vers l'Amérique latine économiquement plus performante, et les pays asiatiques dont les marchés paraissent plus solvables. La part de l'Afrique dans les échanges mondiaux n'est plus que de 1%, contre 3% dans les années 60. La dette de l'Afrique, continent le plus endetté par tête d'habitant, équivaut dans les années 90 à 265% de ses recettes d'exportation. Le service de la dette pour la majorité des pays reste voisin de 20%, et pour certains dépasse 30% des recettes d'exportation.

Depuis la fin du communisme et l'adoption du libéralisme au niveau mondial, l'Afrique n'est plus un enjeu stratégique. On assiste donc dans les années 90 à un véritable déclassement international du continent africain, où les expériences de développement importées avaient abouti à des impasses tragiques. N'ayant pas réussi à s'imposer de manière décisive comme un

acteur efficace du système économique mondial, l'Afrique, minée par ses crises politiques et la faiblesse de ses résultats économiques, se voit de plus en plus délaissée. Cette situation s'accompagne d'un nouveau courant de pensée: l'«afropessimisme».

Les difficultés liées au traitement de la dette intérieure et extérieure ainsi qu'au marasme des finances publiques ont conduit les dirigeants africains à solliciter le concours des institutions de Bretton Woods — le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale — qui ont pris le relais des entrepreneurs étrangers. Par le truchement des programmes d'ajustement structurel (PAS), ces institutions ont tenté de redynamiser les économies africaines moribondes. Ces PAS consistent en des processus de stabilisation par le rétablissement des équilibres macroéconomiques intérieurs et extérieurs et la mise en œuvre de programmes de réformes structurelles. Partisan de la libéralisation des économies africaines, le FMI vise à désengager l'État de la gestion économique au profit du secteur privé, et son action se traduit par un ensemble de mesures: réduction des dépenses publiques affectant notamment les services sociaux, mise en place de politiques sectorielles en faveur de l'initiative privée, allégement des effectifs de la fonction publique jugés pléthoriques et gel des recrutements, etc. Tout octroi de capitaux aux États est désormais soumis à la négociation d'accords conditionnels avec le FMI. Dans les années 90, la quasi-totalité des pays africains s'engage dans ce processus de stabilisation et de rigueur. La dévaluation du franc CFA, imposée aux États africains francophones le 12 janvier 1994, est l'une des grandes victoires des institutions de Bretton Woods, qui dénonçaient depuis les années 70 la surévaluation de cette monnaie. Les dissymétries structurelles des économies africaines des pays de la zone franc, en proie au «mal-développement», et le poids financier sans cesse croissant de l'aide que la France doit consentir pour soutenir l'économie de ces pays, ont conduit le Gouvernement français à subordonner son aide à la signature de plans d'ajustement avec le FMI et à soutenir le principe de la dévaluation.

Ces programmes d'austérité se traduisent, dans ces pays déjà pauvres, par une déstructuration économique et sociale, le développement du chômage et une dégradation des conditions de vie des populations, les plus gravement touchées étant celles des villes où s'amplifient les mécanismes d'exclusion et de marginalité sociale. L'urbanisation du tiers monde étant l'un des phénomènes majeurs de cette fin de siècle, les taux d'urbanisation des pays africains avoisinent les 40% et la population urbaine augmente chaque année de 5,5%. Malgré ce rythme d'urbanisation, la population rurale africaine continue de croître, portée par un taux d'accroissement global de 3,1%.

L'application des mesures des PAS provoque de nombreux désordres: mécontentements, grèves des travailleurs et des étudiants, opérations villes mortes rythment la vie des villes africaines des années 90 (Cameroun, Kenya, Togo, Zaïre, etc.). Si les effets des PAS sont pluridimensionnels, mentionnons ici ses effets les plus dramatiques sur la santé, l'alimentation et l'éduca-

tion. L'UNICEF a constaté que, sur dix pays confrontés à des programmes d'ajustement structurel, six ont enregistré une baisse du niveau nutritionnel et un accroissement des maladies transmissibles; et cinq une régression de l'éducation. On ne peut dans ce domaine passer sous silence le drame de la pandémie du sida qui a trouvé dans les conditions de vie des Africains un terrain de prédilection. En dépit des disparités considérables d'un pays à l'autre, le sida est devenu en moins d'une décennie l'une des premières causes de décès chez l'adulte entre quinze et quarante-cinq ans. Il n'en reste pas moins vrai que le paludisme reste la principale cause de mortalité chez les populations africaines.

Les effets de la crise frappent de plein fouet la jeunesse africaine, notamment la jeunesse scolaire et universitaire, pour laquelle les années 90 sont celles de l'incertitude. Les politiques d'ajustement structurel limitent le recrutement des fonctionnaires, et donc des enseignants, dans un continent caractérisé par une explosion scolaire accélérée par la croissance démographique. Partout les familles vivent de la « débrouille », et l'école est sacrifiée à l'urgence de la survie. En Afrique noire, où à peine 2% des jeunes accèdent à l'enseignement supérieur, les conditions de travail des étudiants sont déplorables et alimentent sans cesse des mouvements de contestation estudiantine qui déstabilisent le cursus universitaire par les fermetures des universités et les années blanches (Côte d'Ivoire, Kenya, Sénégal, Niger, Gabon et récemment le Burkina Faso). Symbole du savoir, enjeu des pouvoirs, concentration des contradictions d'une société en crise, l'université africaine résume l'impasse d'une Afrique terrassée par le service de la dette, d'un continent où la faillite des systèmes éducatifs réserve le marché du savoir à quelques privilégiés, aggravant de la sorte les inégalités sociales.

Quant aux femmes, victimes elles aussi de l'application des PAS, elles constituent la majorité de la population et font partie des groupes les plus vulnérables. Avec la crise des économies, qui est aussi une crise de société, les femmes sont en première ligne pour résoudre les difficultés de la vie quotidienne de la cellule familiale, grâce le plus souvent au secteur informel qu'elles maîtrisent de façon particulièrement efficace. Dans un marché de l'emploi détérioré par la crise, où le taux de chômage urbain avoisine les 18%, contre 10% en 1970, leurs stratégies de survie individuelle montrent vite leurs limites et alimentent délinquance et prostitution.

Le domaine politique reste encore un espace presque exclusivement masculin: en plus des contraintes structurelles d'ordre culturel et social, historique et législatif, des entraves conjoncturelles limitent la participation des Africaines à la vie politique. Elles ne sont pas représentées à plus de 8% dans les instances de prises de décision au sommet de l'État.

Progressivement cependant, les femmes sortent de leur rôle de faire-valoir des hommes et forment avec les jeunes l'avant-garde des contestations populaires des pouvoirs politiques monolithiques. Les exemples du Mali, du Togo et de l'Algérie illustrent leurs actions décisives dans les processus

de transition démocratique qui marquent la vie politique de l'Afrique des années 90.

Depuis les indépendances, l'histoire a eu tendance à oublier la capacité des sociétés africaines à mettre en œuvre des pratiques de rupture avec l'ordre établi. Dans les villes africaines de la décennie 90, les grèves des élèves et des étudiants, celles des syndicats libres, la mobilisation des femmes, jouent le même rôle. Si de nombreux Africains, désenchantés par les effets sociaux de l'ajustement, tentent de trouver des raisons de vivre en adhérant aux nombreuses sectes et confréries religieuses ou aux églises nouvelles, plus nombreux sont encore ceux qui prennent la voie du combat politique pour plus de démocratie et pour un plus grand respect des droits humains. Cette quête du changement tient à la fois du contexte africain et des influences extérieures.

Ce phénomène est en effet inséparable des mutations qui affectent les sociétés africaines depuis la fin de la première décennie des indépendances. Au cours de ces mutations, il faut mentionner le rôle actif joué par les jeunes nés après ces indépendances, en particulier leur contestation des pouvoirs établis dans des sociétés africaines où les anciennes solidarités sont désormais soumises à l'épreuve de l'urbanisation et de la crise économique. Depuis trente ans, les dirigeants africains ont gouverné avec des méthodes autoritaires favorisées par le système des partis uniques et justifiées par la volonté de parachever la construction de l'État et l'intégration nationale. Ces pouvoirs se sont maintenus tant que la situation économique a permis de nourrir quelque espoir de développement. De nos jours, les jeunes n'acceptent plus que leur avenir soit compromis par de telles méthodes de gouvernement et de gestion; d'où la généralisation de la contestation. Lieu des bouleversements des structures sociales traditionnelles, la ville est aussi un lieu d'apprentissage de la démocratie. Les jeunes y ont acquis une capacité particulière à formaliser les facteurs de mécontentement. Dans ce jeu des facteurs internes, on ne peut oublier les Églises chrétiennes, dont les prises de position en faveur de la démocratisation et des droits de l'homme ont accéléré l'évolution des systèmes politiques dans de nombreux pays (Afrique du Sud, Bénin, Congo, Soudan, Togo, Zaïre, etc.).

Ces aspirations ont aussi été influencées par les bouleversements politiques intervenus en Europe de l'Est, où le rejet du communisme a démantelé l'ordre du monde imposé par les accords de Yalta, faisant ainsi disparaître chez les partenaires occidentaux la crainte d'une conversion des pays africains au communisme. Les bailleurs de fonds, prompts à soutenir naguère les régimes autoritaires, pressent aujourd'hui les Africains à adopter des systèmes démocratiques. Prenant en compte les explosions sociales survenues en plusieurs points du continent, la France, au sommet de La Baule (19-21 juin 1990), a nettement fait comprendre à ses partenaires africains que son appui ira désormais de préférence aux pays s'orientant dans la voie démocratique. La démocratie étant ainsi considérée comme la condition *sine qua non* du développement, l'aide occidentale est subordonnée à la démocratisation des régimes politiques. Les pays africains, le Bénin en tête, ont réagi

à ces sollicitations en organisant des conférences nationales qui ont permis l'élaboration de nouvelles constitutions et lois fondamentales instaurant le pluralisme politique.

La libération de la parole a eu pour corollaire la multiplication des partis politiques, dont le nombre va de quatre à São Tomé-et-Principe à plus d'une centaine au Nigéria et au Zaïre. Des élections concurrentielles se sont déroulées dans la quasi-totalité des pays africains.

La première manifestation de cette nouvelle liberté est la réapparition ou la naissance de multiples organes de presse et de nombreuses stations de radio privées. Quant à la gestion du respect des droits humains sur le continent, elle a bénéficié des efforts de maintes ONG en dépit d'un environnement assez défavorable. Depuis 1992, l'Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH), dont le siège est au Burkina Faso, tente de mettre en œuvre une véritable politique de protection, de promotion et de défense des droits humains dans les différents pays d'Afrique. Les trois quarts des pays africains y ont déjà adhéré. Les sections nationales ont pour objectif de devenir de véritables garde-fous contre les dérives politiques des gouvernants.

Mais le maître mot en politique dans l'Afrique des années 90 reste la démocratie et la « bonne gouvernance », auxquelles la libération de Nelson Mandela en Afrique du Sud a donné un coup de fouet décisif, notamment par l'impact que la médiatisation de cet événement a eu sur toutes les jeunesse du monde, singulièrement la jeunesse africaine. Cependant, le processus de transition démocratique ne s'est pas fait sans difficultés, heurts et tensions, qui ont parfois conduit à une paralysie de la vie politique, provoquant ainsi l'intervention des corps militaires. Sauf au Ghana, au Mali et au Tchad, où le processus démocratique a été initié avec la participation des militaires, il leur est arrivé de s'emparer ailleurs du pouvoir avec l'ambition proclamée de mettre fin aux situations de crise : ce fut le cas du Nigéria (1993), du Niger et des Comores (1995), du Burundi (1996) et de la Sierra Leone (1997), où ils ont fait resurgir la hantise des coups d'État militaires qui ont marqué la vie politique africaine deux décennies durant. D'autres crises, liées aux difficultés de mise en place de la démocratie et de la « bonne gouvernance », se sont révélées plus complexes : au Congo et en République centrafricaine, une conjonction de problèmes politiques et ethniques a dressé des factions les unes contre les autres dans des combats urbains meurtriers.

Si les débuts des années 90 ont vu la fin des guerres de libération nationale avec l'indépendance de l'Érythrée, de la Namibie, l'avènement au pouvoir de la majorité noire en Afrique du Sud, ainsi que la suppression de l'unique système de l'*apartheid*, les guerres, qui ont ravagé certains pays africains au cours de cette décennie, sont d'une autre nature. Ce sont des guerres civiles nées de problèmes économiques et politiques qui se cristallisent souvent en affrontements ethniques, culturels et religieux : les massacres collectifs perpétrés au Burundi et au Rwanda, les tueries sanglantes en Algérie, les affrontements meurtriers au Libéria et en Sierra Leone continuent

d'alimenter la presse et les médias de leurs macabres actualités. Quelques mouvements séparatistes velléitaires ou résolus (Casamance, Comores, Soudan), des revendications identitaires (problème touareg au Mali et au Niger), des contestations de frontières (Cameroun/Nigéria) complètent le tableau des crises africaines.

Mais la conquête du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila dans l'ancien Zaïre, englué depuis sept ans dans une transition démocratique bloquée, apparaît comme le fait politique majeur en Afrique au cours de l'année 1997. Sans doute parce que, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une crise africaine de grande ampleur aura été réglée entièrement par les Africains, notamment ceux de l'Afrique centrale, orientale et australe. Sans doute aussi convient-il de se demander si cette crise n'annonce pas une modification de la configuration géopolitique du continent, en termes de relations d'influence entre États francophones et États anglophones, d'une part, entre États minéraliers et pétroliers, d'autre part. Dès lors, la question se pose de savoir quel sera le dessin final de cette configuration à l'aube du XXI^e siècle.

L'optimisme affiché par les chefs d'État au sommet de l'OUA de juin 1997, qui parlaient de « renaissance », nous éloigne de l'« afropessimisme » occidental. Dotés de potentiels naturels et humains considérables, les pays d'Afrique centrale, orientale et australe projettent la création d'un « marché commun africain ». L'intégration régionale est en effet une des solutions proposées par les Africains à la crise, Comme en témoigne la création de nombreuses organisations intergouvernementales (OIG) dont l'efficacité est certes variable et inégale mais qui regroupent les États par sphère géographique. Exemples : l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Southern Africa Development Community (SADC), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui visent à harmoniser les espaces économiques nationaux par l'abolition des entraves à la circulation des biens et des personnes, l'institution d'un tarif préférentiel pour le commerce interrégional, et par la mise en œuvre de politiques sectorielles communes dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, etc. La promulgation d'un droit des affaires est également envisagée. Pour parachever l'intégration économique et politique du continent, le traité d'Abuja du 3 juin 1991 crée la Communauté économique africaine (CEA) en y introduisant une innovation majeure : le Parlement panafricain.

La force de ces institutions réside d'une part dans la complémentarité objective des ressources et des échanges inter-États que celles-ci peuvent générer, d'autre part dans la volonté des acteurs économiques de compter désormais sur les capacités endogènes des pays africains. En dépit des faiblesses structurelles de l'économie africaine, mais compte tenu des efforts de gestion imposés par les institutions monétaires internationales et de la

nouvelle conjoncture des prix des matières premières, la croissance de la production globale a atteint en 1995 son plus haut niveau depuis six ans. Pour renouer durablement avec la croissance, l'Afrique ne manque pas d'atouts: richesses agricoles, réserves minières, ressources humaines et croissance démographique. Mais le développement ne peut se réaliser que dans la paix. Aussi les Africains tentent-ils d'attirer les investisseurs en mettant en place des structures de prévention et de gestion des conflits qui permettraient d'arrêter les guerres et d'assurer la stabilité des sociétés et des États. En Afrique de l'Ouest existe la Force africaine d'interposition (ECOMOG), émanation des États de la CEDEAO. L'OUA étudie aussi un projet de création d'un organisme chargé de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits.

Malgré les maux qui l'assaillent (mal-développement, guerres civiles et locales, crise sociale aiguë), des lueurs d'espoir apparaissent en Afrique depuis 1994: la relance économique est perceptible dans plusieurs États, le processus démocratique a été amorcé partout et la conscience du regroupement donne foi à la nécessité pour l'Afrique de compter sur ses propres forces. Il est significatif que l'accession successive de deux Africains au poste de Secrétaire général des Nations Unies coïncide avec cette reprise d'initiatives qui est partout à l'ordre du jour. Suivant celle de l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, l'élection de Kofi Annan, originaire du Ghana, pays pionnier du panafricanisme et de l'unité continentale, annonce sans doute cette espérance des temps nouveaux où l'Afrique retrouvera sa place dans le concert des nations et des peuples.

Rappel des faits saillants

1990

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Les islamistes exigent la fermeture des débits de boisson et des maisons de tolérance; troubles (10-25 janvier).

ÉGYPTE – Vaccination de 90% des nourrissons; la mortalité infantile est passée de 85 à 44 ‰; population totale: 56 millions (26 juillet).

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Prorogation par les États-Unis d'Amérique des sanctions économiques adoptées par l'ONU en 1986 (5 janvier); charte d'intégration avec le Soudan (30 juin); accord de sécurité avec le Tchad (5 septembre).

MAROC – Établissement de relations diplomatiques avec la Namibie (26 mars).

SAHARA OCCIDENTAL – Reconnaissance de la République arabe sarhaoui démocratique (RASD) par la Namibie (31 avril).

SOMALIE – Instauration du multipartisme (6 octobre).

SOUDAN – Rétablissement de liens diplomatiques avec la République centrafricaine (12 février); réduction de 10% des effectifs de l'Administration et du secteur public sur l'instigation du FMI.

Afrique de l'Ouest

BÉNIN – Conférence nationale des forces politiques pour étudier l'instauration du multipartisme et de la démocratie (19-28 février); adoption de la nouvelle constitution (2 décembre).

CÔTE D'IVOIRE – Violentes manifestations d'étudiants, grèves des établissements scolaires pour réclamer des réformes de structures (19-20 février); réélection d'Houphouët-Boigny à la présidence de la République (28 octobre).

GUINÉE-BISSAU – Conférence nationale de transition vers le multipartisme (8-12 octobre).

LIBÉRIA – Installation à Monrovia du gouvernement intérimaire d'Amos Sawyer (22 novembre).

MALI – La population est estimée à 7,696 millions.

NIGER – Instauration du multipartisme (15 novembre).

SÉNÉGAL – Accrochages entre les troupes sénégalaises et bissau-guinéennes à la frontière (19-23 mai); incidents en Casamance attribués aux séparatistes casamançais (mai-juin).

Afrique centrale

CAMEROUN – Loi sur le multipartisme (*6 décembre*).

CONGO – Revendications sociales et politiques: manifestations de rue et grèves (*octobre-novembre*); multipartisme introduit dans la Constitution (*6 décembre*).

RWANDA – Ouverture au multipartisme (*13 novembre*); tentative d'invasion par les soldats du Front patriotique national, réfugiés en Ouganda (*1^{er}-3 octobre*).

TCHAD – Entrée des troupes d'Idriss Deby à N'Djamena (*2 décembre*); Idriss Deby chef de l'État (*4 décembre*).

ZAÏRE – Mobutu annonce l'instauration d'un multipartisme limité à trois formations politiques (*24 avril*); l'opposition demande la convocation d'une conférence nationale pluraliste chargée d'organiser des élections libres; grèves et manifestations de rue (*1^{er}-25 mai*).

Afrique orientale et australe

AFRIQUE DU SUD – Légalisation de l'ANC, du PAC (Congrès panafricain) et du SACP (Parti communiste sud-africain) (*2 février*); Nelson Mandela libéré de prison (*11 février*).

COMORES – Ahmed Abdallah élu président de la République (*14 mars*).

LESOTHO – Mohato Seeisa roi à la place de son père exilé par les militaires (*11 novembre*).

MALAWI – Adhésion à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA (*23 février*).

MOZAMBIQUE – Abolition de la peine de mort (*22 octobre*).

NAMIBIE – Adoption de la Constitution; Sam Njoma élu président de la future Namibie indépendante (*9-16 février*); indépendance (*21 mars*); devient le 181^e membre des Nations Unies (*23 avril*); adhésion au FMI et à la Banque mondiale (*25 septembre*), ainsi qu'à la Convention de Lomé IV (*19 décembre*).

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE – Ali Hassan Mwinyi réélu président de la République (*28 octobre*).

ZAMBIE – Légalisation du multipartisme (*17 décembre*).

ZIMBABWE – Robert Mugabe réélu à la présidence de la République (*1^{er} avril*).

Afrique et reste du monde

ÉGYPTE – Médiation du ministre des affaires étrangères, B. Boutros-Ghali, entre le Sénégal et la Mauritanie dans la crise qui les oppose à propos de leurs ressortissants (*30 janvier*).

FRANCE-AFRIQUE – Seizième Sommet africain de La Baule; le discours de F. Mitterrand conditionne l'octroi de l'aide française aux pays africains à leurs efforts de démocratisation (*19-21 juin*).

- TUNISIE – Création d'un centre africain de formation à l'édition, la diffusion et la distribution du livre (*19 mai*).
- VATICAN – sixième voyage du pape Jean-Paul II en Afrique: Cap-Vert, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, Afrique du Sud, Tchad (*21 janvier-1^{er} février*).

1991

Afrique du Nord et du Nord-Est

- ALGÉRIE – Arabisation totale de l'enseignement supérieur (*22 juillet*); augmentation de 35 % des prix des produits de première nécessité, conformément aux souhaits du FMI (*17 août*).
- ÉTHIOPIE – Mengistu Haïlé Mariam démissionne de ses fonctions de chef d'État (*21 mai*); prise du port d'Asmara par les forces du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) (*10 juin*).
- JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Suppression des postes de douane et des formalités frontalières avec l'Égypte (*7 août*).
- SOMALIE – Le général Haideed prend le pouvoir à Mogadiscio (*18 novembre*).
- SOUDAN – Décret transformant le Soudan en État fédéral (*5 février*); manifestations estudiantines au sujet de problèmes de logements (*23 juillet*).

Afrique de l'Ouest

- BÉNIN – M. Soglo élu président de la République (*25 mars*).
- BURKINA FASO – Le capitaine Blaise Compaoré élu président de la République (*8 décembre*).
- CAP-VERT – Mascarehas Monteiro élu président de la République (*17 février*).
- CÔTE D'IVOIRE – Dernier recensement: 10 815 694 habitants (*19 novembre*).
- LIBÉRIA – Début de la conférence nationale (*16 mars*).
- MALI – Cessez-le-feu entre les rebelles touareg et le gouvernement (*6 janvier*); manifestations à Bamako pour réclamer le multipartisme (*3-4 mars*); violentes émeutes dans tout le pays, répression policière: au moins 148 morts, le président Moussa Traoré arrêté, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré dirige le Conseil national de réconciliation (CNR) (*17-27 mars*).
- NIGER – Conférence nationale en vue de la transition vers la démocratie (*19 septembre – 3 novembre*).
- NIGÉRIA – Abuja capitale fédérale à la place de Lagos (*12 décembre*).
- TOGO – Manifestations pour réclamer une conférence nationale devant étudier la transition vers la démocratie (*mars-juin*).

Afrique centrale

ANGOLA – Loi sur le multipartisme (*27 mars*).

BURUNDI – Recensement de 1990: 5 356 266 habitants; densité: 207 hab./km², une des plus fortes d'Afrique; le président Buyoya confirme l'ouverture du pays au multipartisme (*1^{er} mai*).

CAMEROUN – Ouverture d'une représentation diplomatique au Japon (*28 janvier*).

CONGO – Conférence nationale devant mettre en place des institutions démocratiques (*25 février*).

GUINÉE ÉQUATORIALE – Nouvelle Constitution instaurant le multipartisme (*22 novembre*).

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – Annonce de l'adoption du multipartisme (*22 avril*).

ZAÏRE – Émeutes et pillages à Kinshasa; le processus démocratique est bloqué (*septembre-octobre*).

Afrique orientale et australe

AFRIQUE DU SUD – Le Gouvernement fixe au 30 juin la mort légale de l'*apartheid* (*28 mai*); annonce du retour de l'Afrique du Sud aux 22^e Jeux olympiques de Barcelone (*6 novembre*).

KENYA – Les évêques anglicans et catholiques lancent un appel en faveur du multipartisme et du respect des droits de l'homme (*avril*).

ZAMBIE – Frederick Chiluba élu président de la République (*2 novembre*).

Afrique et reste du monde

FRANCOPHONIE – quatrième Sommet de la francophonie à Paris: les pays africains sont incités à poursuivre la démocratisation de leurs régimes (*19-21 novembre*).

OUA – À Bamako, conférence ministérielle de l'OUA sur l'environnement concernant notamment les dépôts de déchets toxiques en Afrique par les Occidentaux (*28 janvier*).

RÉGION DES GRANDS LACS – Conférence des évêques catholiques du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie et du Zaïre pour débattre des problèmes sociopolitiques de la région des Grands Lacs (*1^{er} octobre*).

UNESCO – Le prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix est attribué par l'UNESCO conjointement à Nelson Mandela et Frederik de Klerk (*27 juin*).

1992

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Fortes manifestations anti-islamistes après le succès de ces derniers aux élections législatives (*2 janvier*); suppression de l'Assemblée populaire nationale par décret présidentiel (*4 janvier*); démission du président Chadli sous la pression de l'armée (*11 janvier*); création d'un Haut Comité d'État (HCE), présidé par M. Boudiaf (*14 janvier*); troubles universitaires et fermeture des principales universités du pays (*5 février-4 mars*); état d'urgence proclamé pour 12 mois; dissolution du FIS (*29 avril*); assassinat du président Boudiaf (*29 juin*); loi autorisant les investissements étrangers dans les mines et les hydrocarbures à concurrence de 49% (*16 novembre*).

DJIBOUTI – Nouvelle constitution ouvrant au multipartisme (*4 septembre*).

ÉGYPTE – Attaques meurtrières contre des touristes, attribuées aux islamistes (*octobre-décembre*).

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Résolution 738 du Conseil de sécurité de l'ONU: embargo aérien et militaire contre la Jamahiriya arabe libyenne (*31 mars*).

MAROC – Accords de coopération avec le Brésil (*19 août*).

SOMALIE – Opération des Nations Unies pour la Somalie (ONUSOM) pour faire face à l'insécurité et aux besoins alimentaires (*juin-août*); soutien du Conseil de sécurité de l'ONU à l'opération « Restore Hope »: 40 000 soldats (dont 30 000 Américains) pour sauver les victimes de la famine (*3 décembre*).

SOUDAN – Augmentation de 50% des prix des produits de première nécessité et libéralisation totale du taux de change sous l'instigation du FMI (*10 février*); renforcement de la police pour permettre l'application de la loi islamique (*7 novembre*).

TUNISIE – Signature de deux accords économiques et d'un accord de partenariat industriel avec le Brésil (*30 janvier*); mesures juridiques en faveur des femmes dans le domaine du divorce (*13 août*).

Afrique de l'Ouest

GAMBIE – Sir Dawda Jawara élu président de la République (*29 avril*).

MALI – Alpha Oumar Konaré élu président de la République (*28 avril*); signature d'un accord d'ajustement structurel avec le FMI et la Banque mondiale (*19 août*).

MAURITANIE – Le colonel Maaouiya Ould Taya élu président de la République (*29 janvier*).

NIGER – Résultats du recensement: 7,2 millions d'habitants.

NIGÉRIA – Résultats du recensement de 1991: 88,5 millions d'habitants (*19 mars*).

SÉNÉGAL – Nouvelle offensive des indépendantistes casamançais causant une quarantaine de morts (*octobre-décembre*).

- SIERRA LEONE – Le capitaine Valentine Strasser, à la tête d'une junte militaire, prend le pouvoir à Freetown (*29 avril*).
- TOGO – Nouvelle constitution instaurant le multipartisme (*28 septembre*); manifestations de femmes à Lomé contre l'insécurité et pour la démocratie (*25 janvier*).

Afrique centrale

- ANGOLA – Visite du pape (*1^{er}-8 juin*).
- BURUNDI – Constitution instaurant le multipartisme (*10 mars*).
- CAMEROUN – Paul Biya réélu président de la République (*23 octobre*).
- CONGO – Nouvelle constitution instaurant le pluralisme politique (*15 mars*); Pascal Lissouba élu président de la République (*16 août*); grave crise gouvernementale à Brazzaville: plusieurs dizaines de morts (*19 novembre-6 décembre*).

Afrique orientale et australe

- AFRIQUE DU SUD – Approbation du référendum mettant fin à l'*apartheid* (*18 mars*).
- MADAGASCAR – Nouvelle constitution instaurant le multipartisme (*19 août*).
- MALAWI – Violentes émeutes et troubles sociaux pour réclamer la démocratisation du régime (*29 avril-24 mai*).
- MAURICE (ÎLE) – Le pays accède au statut de République (*12 mars*).
- NAMIBIE – cent cinquième membre du GATT (*15 septembre*).
- RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE – Instauration du multipartisme (*19 février*); la capitale du pays est transférée de Dar es-Salaam à Dodoma (*10 septembre*).

Afrique et reste du monde

- FRANCE-AFRIQUE – dix-septième Sommet France-Afrique à Libreville: création d'un fonds français pour le développement des pays à revenus intermédiaires (*5 octobre*).
- NAMIBIE – Signature à Windhoek par dix pays de la région du Traité de fondation de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) (*17 août*).
- OCI – Sommet de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique) à Dakar: l'Arabie saoudite annule la dette publique des pays les moins avancés (*9-12 décembre*).
- ONU – Le Vice-Premier Ministre B. Boutros-Ghali élu au poste de Secrétaire général de l'ONU (*3 décembre*); c'est la première fois qu'un Africain accède à ce poste.
- SÉNÉGAL – Pose par M. Abdou Diouf, président de la République du Sénégal, de la première pierre du mémorial Gorée-Almadies, en

souvenir de la traite négrière et en présence des chefs d'État et de gouvernement participant au 28^e Sommet de l'OUA, de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, de M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, du pasteur américain Jesse Jackson et de M. Amadou Mahtar Mbow, ancien directeur général de l'UNESCO, président du Comité national sénégalais pour le mémorial (30 juin).

UNESCO – Nelson Mandela et Frederik de Klerk reçoivent à l'UNESCO le prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix (3 février).

1993

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Reconnaissance de l'indépendance de l'Érythrée (4 mai); escalade dans la violence terroriste imputée aux groupes islamistes (année 1993).

DJIBOUTI – Hassan Gouled réélu président de la République (7 mai).

ÉGYPTE – Réélection du président H. Moubarak (4-5 octobre).

ÉRYTHRÉE – Proclamation de l'indépendance (24 mai); membre de l'ONU (28 mai); membre de l'OUA (5 juin).

ÉTHIOPIE – Reconnaissance de l'Érythrée (3 mai).

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Reconnaissance de l'indépendance de l'Érythrée (29 avril); nouvelles sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU: gel des avoirs financiers libyens à l'extérieur, embargo sur les biens d'équipement pétroliers (11 octobre); signature d'accords de coopération avec l'Éthiopie et le Niger (23 décembre).

SOUDAN – Commission mixte soudano-centrafricaine sur la sécurité des frontières et la lutte contre la contrebande (27 janvier); visite du pape à Khartoum et béatification d'une esclave soudanaise, la mère Bakhita (10 février); recensement de 1993: 24 940 000 habitants (21 août).

TUNISIE – Levée du boycott bancaire qui frappait l'Afrique du Sud (19 octobre).

Afrique de l'Ouest

CÔTE D'IVOIRE – Mort du président F. Houphouët-Boigny (7 décembre); Henri Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale, est proclamé président de la République par intérim.

GAMBIE – Abolition de la peine de mort (7 avril).

GUINÉE – Le général Lansana Conté élu président de la République (23 décembre).

NIGER – Mahamane Ousmane élu président de la République (27 mars).

NIGÉRIA – Élections présidentielles; M. Abiola l'emporte dans onze États et dans la capitale; les résultats sont annulés à l'instigation des partisans du pouvoir militaire (23 juin).

Afrique centrale

BURUNDI – Melchior Ndadaye élu président de la République (*3 juin*); renversé par un coup d'État militaire (*21 octobre*), sa mort est annoncée (*23 octobre*).

CONGO – Violents affrontements entre l'armée et les partisans armés de l'opposition (*15 octobre-14 décembre*).

GABON – Résultats du recensement: 1 011 710 habitants (*17 octobre*); Omar Bongo réélu à la présidence de la République (*5 décembre*).

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – Ange Félix Patassé élu président de la République (*1^{er} septembre*).

Afrique orientale et australe

AFRIQUE DU SUD – La première constitution de l'Afrique du Sud post-*apartheid* est adoptée par le Parlement (*22 décembre*).

MALAWI – Un référendum donne la victoire aux partisans du multipartisme (*14-16 juin*).

Afrique et reste du monde

CEDEAO – Traité dotant la Communauté économique et douanière des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) d'un droit d'ingérence dans les crises politiques régionales (*24 juillet*).

OSLO – Prix Nobel de la paix attribué conjointement à Frederik de Klerk et Nelson Mandela (*15 octobre*).

UNESCO – M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, demande la création d'un observatoire contre la violence (*13 décembre*).

1994

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Nombreux assassinats d'étrangers; les chancelleries conseillent à leurs ressortissants de quitter le pays (*mars*); dévaluation du dinar de 40,17% (*9 avril*).

ÉRYTHRÉE – Membre du FMI (*6 juillet*).

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Adoption du calendrier lunaire (*4 janvier*); le Congrès général du Peuple décide de l'application de la *shari'a* (*janvier*); accord de coopération bilatérale avec le Zimbabwe (*17 juillet*).

MAROC – Relations diplomatiques avec Madagascar (*15 avril*); premier Congrès des droits de l'enfant (*25-27 mai*); relations diplomatiques avec l'Érythrée (*30 mai*); enseignement du berbère dans les écoles (*20 août*).

SOMALIE – fin de l'opération « Restore Hope » (*3 mai*), remplacée par l'opération ONUSOM II; le Conseil de sécurité de l'ONU met fin au mandat de l'ONUSOM (*4 novembre*).

SOUDAN – Extradition vers la France du terroriste Carlos (*15 août*); résultats du recensement: 25 millions d'habitants.

TUNISIE – Avec l'Indonésie, programme de coopération sur la promotion du rôle de la femme (*28 janvier*); des Tunisiennes, universitaires et cadres, dénoncent les atteintes aux libertés (*4 mai*).

Afrique de l'Ouest

GAMBIE – Le président Dawda Jawara est renversé par un coup d'État militaire dirigé par le lieutenant Yaya Jammeh (*26 juillet*).

GUINÉE – Cent vingt-cinquième membre du GATT.

GUINÉE-BISSAU – Joao Bernardo Vieira réélu président de la République (*20 août*).

LIBÉRIA – La Conférence nationale présente un plan de restauration de la paix et le désarmement des factions belligérantes (*3 octobre*).

NIGER – Accord de paix entre le Gouvernement et la rébellion touareg (*9 octobre*).

NIGÉRIA – La Conférence constitutionnelle nationale adopte le principe du multipartisme et celui d'une rotation de la présidence entre le Nord et le Sud (*7 octobre*).

TOGO – Victoire des partis de l'opposition aux élections législatives (*14 mars*); Eyadema réélu à la présidence de la République (*9 septembre*).

Afrique centrale

BURUNDI – Sylvestre Ntiban-Tunganya élu président de la République (*30 septembre*).

CAMEROUN/NIGÉRIA – Conflit frontalier entre les deux pays à propos de la péninsule de Bakassi (*31 mars*).

RWANDA – Mission d'assistance des Nations Unies au Rwanda (*1^{er} novembre*); les présidents du Rwanda et du Burundi meurent dans un accident d'avion (*6 avril*); violents combats entre les forces gouvernementales et les soldats du Front patriotique rwandais; les massacres interethniques gagnent l'ensemble du pays; près de 1 million de morts (*12 avril-14 juin*); le FPR s'installe à Kigali (*6 juillet*); Pasteur Bizimungu nommé président de la République (*19 juillet*).

TCHAD – Restitution par la Jamahiriya arabe libyenne de la bande d'Aouzou occupée depuis vingt-cinq ans (*30 mai*).

Afrique orientale et australe

AFRIQUE DU SUD – Premières élections non raciales; l'ANC l'emporte largement; Nelson Mandela proclamé président de la République (*9 mai*);

53^e membre de l'OUA (*23 mai*); l'Afrique du Sud retrouve son siège à l'Assemblée générale de l'ONU (*16 juin*).

KENYA – Résultats du recensement: 25 millions d'habitants (*12 mars*).

MALAWI – Bakili Muluzi élu président de la République (*22 mai*).

NAMIBIE – L'Afrique du Sud reconnaît la souveraineté de Windhoek sur l'enclave de Valvis Bay, administrée depuis quatre-vingt-quatre ans par Pretoria (*28 février*).

Afrique et reste du monde

CEAO – Dissolution de la CEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) (*15 mars*) suite à la création de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) en janvier.

COMESA – Création du COMESA, marché commun d'Afrique australe et orientale, regroupant vingt-deux États (*8 décembre*).

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE – Remise du prix Kadhafi des droits de l'homme à l'Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH) (*21 août*).

LA HAYE – La Cour internationale de justice reconnaît la bande d'Aouzou comme tchadienne.

OUA – Étude de l'OUA: en 1994, 7 millions de réfugiés et 15 millions de déplacés sur le continent africain (*17 février*).

UDEAC (Union douanière et économique des États de l'Afrique centrale) – Signature à N'Djamena d'un traité instituant une Communauté économique et monétaire en Afrique centrale (CEMAC) (*16 mars*).

UNESCO – Remise du prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix 1993 à MM. Yasser Arafat, chef de l'Autorité palestinienne, Y. Rabin, premier ministre de l'État d'Israël, et S. Peres, ministre des affaires étrangères, par Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, en présence des présidents Abdou Diouf (Sénégal) et Henri Konan Bédié (Côte d'Ivoire) (*5 juillet*).

ZONE FRANC – Dévaluation du franc CFA de 50% et du franc comorien de 33% (*12 janvier*).

1995

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Rencontre des mouvements d'opposition algérienne à Rome pour discuter des solutions à la guerre civile (*8 janvier*); décès de l'écrivain Rachid Mimouni (*13 février*); attentat dans le RER à Paris attribué aux Groupe islamiste armé (GIA): 7 morts, plus de 80 blessés (*25 juillet*); ratification de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (*16 août*); Liamine Zeroual élu à la présidence de la République (*29 novembre*).

ÉGYPTE – Premier ambassadeur de l'Afrique du Sud nommé au Caire (*7 mars*); fabrication de «Nile Sat», le premier satellite égyptien (*29 mai*).

- MAROC – Recensement: 26 millions d’habitants; taux d’accroissement annuel: 2,6%; population urbaine: 51,4% (8 janvier); inauguration par Hassan II de l’université anglophone al-Akawayne d’Ifrane (16 janvier); premier ambassadeur marocain en Afrique du Sud (4 février).
- SOMALIE – Fin de l’opération des Nations Unies en Somalie (27 février).
- SOUDAN – Reprise de la coopération militaire entre Khartoum et Moscou, gelée depuis 1971 (6 avril).
- TUNISIE – Deux accords de coopération entre Tunis et Pretoria (4-7 avril); les femmes réclament la laïcité comme condition de l’égalité entre les sexes (20 novembre).

Afrique de l’Ouest

- BÉNIN – L’opposition au gouvernement de Nicéphore Soglo remporte les élections législatives (3 avril).
- BURKINA FASO – Inauguration à Ouagadougou, en marge du FESPACO (Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou), de la première cinémathèque de l’Afrique subsaharienne (1^{er} mars).
- CÔTE D’IVOIRE – M. Konan Bédié élu président de la République (23 octobre).
- MAURITANIE – Manifestations des femmes à Nouakchott pour protester contre la hausse du prix du pain et exiger la libération des dirigeants de l’opposition (24 janvier).
- NIGER – Les partis d’opposition remportent les élections législatives (15 janvier).
- SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE – Autonomie administrative de l’île de Principe (29 avril); des militaires rebelles organisent un coup d’État, arrêtent le président M. Trovoada, mais rendent le pouvoir une semaine après sous la menace d’arrêt de toute aide internationale (15-22 août).

Afrique centrale

- BURUNDI – Commission d’enquête internationale de l’ONU sur les massacres perpétrés en 1993 au Burundi (29 août).
- CAMEROUN – Une nouvelle constitution met en place un régime semi-présidentiel et un Parlement bicaméral (21 décembre).

Afrique orientale et australe

- COMORES – Tentative de coup d’État dirigé par le mercenaire français Bob Denard; l’intervention française met fin à l’aventure (28 septembre-4 octobre).
- LESOTHO – Après cinq ans de bannissement, le roi Moshoeshoe est rétabli sur le trône par les militaires (25 janvier).
- RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE – M. Benjamin William Mpaka élu président de la République (21 novembre).

Afrique et reste du monde

- AFRIQUE DU SUD – Onzième tournée africaine du pape en Afrique du Sud (*14 septembre*).
- COMMONWEALTH – Au cours du sommet d'Auckland, admission du Mozambique, du Cameroun, et retour de l'Afrique du Sud (*12 novembre*).
- ÉGYPTE – Réunion au Caire d'experts africains et occidentaux pour étudier la création d'une force de paix en Afrique (*9 janvier*); conférence de l'ONU au Caire sur la lutte contre le crime organisé, la corruption et le trafic d'êtres humains (*29 avril*).
- OUA – Réunion à Tunis de l'Organe central de prévention, de gestion et de règlement des conflits à propos des conflits en cours en Angola, au Burundi, au Libéria, au Rwanda, en Sierra Leone et en Somalie (*19-21 juin*).
- UNION EUROPÉENNE/ACP – Révision de la Convention de Lomé IV. La Convention conditionne dorénavant l'aide au respect des principes démocratiques et de l'État de droit (*4 novembre*).
- ZONE FRANC – Les onze pays africains de la zone franc adoptent à Bangui un acte uniformisant le droit des affaires (*10 février*).

1996

Afrique du Nord et du Nord-Est

- ALGÉRIE – La nouvelle constitution interdit la formation de partis politiques sur des bases religieuses (*22 octobre-28 novembre*); loi généralisant l'usage de la langue arabe (*17 décembre*); enlèvement et assassinat de sept moines trappistes à Tibérine (*27 mars-30 mai*).
- ÉGYPTE – Accords de coopération scientifique, technologique et culturelle avec l'Afrique du Sud (*10-11 avril*); le PNUD constate un ralentissement de la croissance du fait de la politique d'ajustement du FMI (*23 avril*); ouverture d'un centre d'entraînement pour les candidats à la force de paix (*3 juin*); interdiction de l'excision dans les hôpitaux (*18 juillet*); procès des islamistes: depuis 1992, 83 condamnations à mort dont 54 exécutions (*1^{er} octobre*).
- MAROC – Ratification de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (*4 janvier*); création à Rabat d'un tribunal arabe sur les violences faites aux femmes (*2 décembre*).
- SOMALIE – Accord de paix entre les trois factions de la guerre civile (*15 octobre*).
- SOUDAN – Le général El-Béchar élu président de la République (*22 mars*).
- TUNISIE – Ratification de la Convention internationale sur les droits de l'enfant (*11 janvier*); visite du pape à Tunis (*14 avril*).

Afrique de l'Ouest

- BÉNIN – Le général Mathieu Kérékou élu président de la République (24 avril).
- CAP-VERT – M. Antonio Mascarenhas Monteiro réélu à la présidence de la République (19 février).
- CÔTE D'IVOIRE – Évaluation de la population en 1995: 14 208 000 habitants (11 janvier).
- GAMBIE – Le colonel Yaya Jajeh remporte les élections présidentielles (27 mai).
- GHANA – Le capitaine Jerry Rollings réélu président de la République (10 décembre).
- GUINÉE-BISSAU – Admission dans la zone franc (2 mai).
- LIBÉRIA – Accord de cessez-le-feu entre les chefs de faction (31 juillet); M^{me} Ruth Sando Perry nommée à la présidence du Conseil d'État, l'instance exécutive provisoire du pays (17 août).
- NIGER – Le chef d'État-major des forces armées, le colonel Barré Maïnassara, annonce la destitution du président de la République et du gouvernement (27 janvier); le général Maïnassara remporte les élections présidentielles (7 juillet).
- SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE – M. Miguel Trovoada réélu président de la République (3 septembre).
- SIERRA LEONE – Le capitaine Strasser renversé lors d'un coup d'État par le général Maada Bio (17 janvier); entretiens de la junte militaire avec la guérilla (26 janvier); Ahmad Tejan Kabbah élu président de la République (17 mars); accord de cessez-le-feu avec la rébellion (23 avril); à Abidjan, le président Kabbah signe avec le caporal Foday Sankoh un accord de paix mettant fin à plus de cinq ans de guerre civile (30 novembre).

Afrique centrale

- BURUNDI – Coup d'État militaire: l'ancien président Buyoya remplace Sylvestre Ntiban-Tunganya (25 juillet).
- OUGANDA – Yoweri Museveni élu président de la République dix ans après avoir pris le pouvoir par la force (11 mai).
- RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – Une mutinerie de soldats débouche sur de violents affrontements armés avec les forces gouvernementales (18 avril - 6 juin).
- TCHAD – M. Idriss Deby réélu président de la République (11 juillet).
- ZAÏRE – Situation de guerre dans la province du Kivu, où les rebelles réunis dans l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) dirigée par M. Laurent-Désiré Kabila demandent la démission du président Mobutu (21 septembre-décembre).

Afrique orientale et australe

AFRIQUE DU SUD – Nouvelle constitution marquant la fin des lois héritées de l'*apartheid* (8 mai).

COMORES – Mohammed Taki Abdoukarim élu président de la République (16 mars).

LESOTHO – Le prince David Mohato Bereng Seeiso accède au trône à la suite de la mort accidentelle de son père (18 janvier).

MADAGASCAR – Le président de la République Albert Zafy est destitué par la Haute Cour constitutionnelle.

ZIMBABWE – Robert Mugabe réélu président de la République (19 mars).

Afrique et reste du monde

AFRIQUE – Les cinquante-trois pays d'Afrique signent au Caire le Traité créant une zone exempte d'armes nucléaires (11 avril).

FRANCE/AFRIQUE – Dix-neuvième Sommet franco-africain à Ouagadougou; J. Chirac expose sa conception de la « bonne gouvernance » (5 novembre).

ONU – Le Ghanéen Kofi Annan devient Secrétaire général des Nations Unies (17 décembre).

OUA – Trente-deuxième Sommet: les travaux se concentrent sur les conflits qui déchirent l'Afrique (6 juillet).

SADC – Création à Gaborone (Botswana) d'une structure de sécurité destinée à assurer la paix dans la région (28 juin).

UEMOA – Adoption d'un tarif douanier préférentiel (15 janvier); les sept pays de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine) ont enregistré en 1995 une croissance de 5,8% de leur PIB.

1997

Afrique du Nord et du Nord-Est

ALGÉRIE – Recrudescence de la violence pendant le ramadan; des centaines de villageois sont massacrés; les faits sont attribués aux islamistes (janvier-mars).

MAROC – Bilinguisme obligatoire dans les études universitaires (6 mars).

Afrique de l'Ouest

LIBÉRIA – Le chef de guerre Charles Taylor remporte les élections présidentielles (2 août) après huit années de guerre civile ayant fait plus de 200 000 morts et plus de 1 million de réfugiés et de déplacés.

NIGÉRIA – Adoption du français comme seconde langue officielle (1^{er} janvier); mort du musicien Fela Anikulapo Kuti, créateur du style afro-beat (2 août).

SIERRA LEONE – Coup d'État militaire dirigé par le commandant J. P. Koroma qui renverse le président Tejan Ahmad Kabbah (25 mai).

Afrique centrale

ANGOLA – Le Gouvernement contrôle les régions jadis administrées par les rebelles de l'UNITA (*19 février*).

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE – La mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui (MISAB) s'interpose à Bangui entre les mutins et les forces gouvernementales (*janvier-février*).

ZAÏRE – Les rebelles s'implantent au Shaba (*4 février*); la ville de Kisangani tombe aux mains des rebelles de l'AFDL (*15 mars*); les combattants de l'AFDL entrent à Kinshasa (*16 mai*); M. Laurent-Désiré Kabila est proclamé chef de l'État de la République démocratique du Congo, nouvelle appellation du Zaïre (*17 mai*).

Afrique orientale et australe

MADAGASCAR – L'amiral Didier Ratsiraka remporte les élections présidentielles (*4 janvier*).

Afrique et reste du monde

RÉGION DES GRANDS LACS – À Montréal, Conférence internationale sur la démocratie dans la région des Grands Lacs (*20 janvier*).